

## **Financer une énergie propre : un cadre pour des partenariats public-privé face au changement climatique, Londres.**

**M. Paul Wolfowitz**  
**Président du Groupe de la Banque mondiale**  
**13 mars 2007**

**Paul Wolfowitz:** Je vous remercie d'accueillir cette réunion. Je rejoins entièrement votre vision, selon laquelle nous ne devons pas envisager le défi de l'énergie propre sous le seul angle d'un danger à éviter, mais également sous celui d'une opportunité à saisir. Et ceci est particulièrement vrai pour le monde en développement.

Nous sommes réunis ici, aujourd'hui, pour traiter d'une question urgente figurant à l'agenda du développement mondial : comment satisfaire la demande croissante d'énergie, tout en réduisant notre empreinte carbone.

La semaine dernière, l'Europe a ouvert la voie à la réduction de ses émissions de carbone, à hauteur de 20% d'ici à 2020, et je me réjouis bien évidemment de cette annonce faite par la Chancelière allemande, Madame Angela Merkel. Car il ne s'agit pas uniquement d'un pas – tout substantiel qu'il soit – en faveur de la lutte contre le changement climatique, mais également d'une nouvelle opportunité pour impliquer le secteur privé dans cette mobilisation.

De nombreuses entreprises, dont les représentants sont ici présents, investissent déjà dans les énergies renouvelables, améliorent leur efficacité, et accentuent leur effort de recherche et de développement afin d'élaborer des produits ne nuisant pas au climat.

Cette tendance atteint désormais des proportions mondiales. Plus tôt cette année, d'importantes entreprises américaines et des ONG, regroupées sous le signe USCAP – parmi lesquelles DuPont, Caterpillar et General Electric – ont exigé la mise en œuvre d'une politique nationale innovante pour s'attaquer au changement climatique.

Quelle différence, en quelques années... Voilà peu, il eut été presque impossible d'imaginer ces entreprises venant discuter, ensemble, de ce thème, et voilà que désormais, elles prennent la tête des partisans d'un renforcement de la lutte commune.

Ces entreprises font partie intégrante d'un consensus mondial en cours d'émergence, qui reconnaît la nécessité d'une action à l'échelle de la communauté internationale – et mieux vaut tard que jamais – pour inverser notre trajectoire énergétique et l'orienter vers un principe de réduction du carbone. Il s'agit de laisser à nos enfants et petits-enfants une planète plus saine.

Une partie de l'enjeu – que nous connaissons depuis longtemps – consiste à combattre la pauvreté dans le monde. C'est immense. Aujourd'hui, ne l'oubliez pas, un milliard de personnes survivent quotidiennement avec moins d'un dollar. C'est un chiffre stupéfiant, et prendre la mesure des réalités qu'il recouvre est épouvantable. Pourtant, si nous considérons l'Histoire récente, nous savons qu'il y a de l'espoir.

Au cours des 25 dernières années, près de 500 millions de personnes – un demi-milliard – ont échappé à la pauvreté. Ce progrès a été rendu possible, en grande partie, grâce à la croissance rapide des deux grandes économies émergentes que sont la Chine et l'Inde.

Admettons-le : un tel essor aurait été impossible sans une consommation d'énergie accrue par ces pays. Et qui oserait douter que la croissance doive continuer, pour que ceux qui sont encore prisonniers de la pauvreté connaissent, à leur tour, l'opportunité d'un avenir meilleur ?

Aujourd'hui, 1,6 milliard de personnes dans le monde n'ont aucun accès à l'électricité. Dans les zones rurales du monde en développement, en particulier en Asie du sud et en Afrique sub-saharienne, la proportion est de quatre personnes sur cinq.

La demande énergétique va donc – et doit – augmenter. Nous devons y être préparés, pour y répondre avec une empreinte carbone réduite.

Ces statistiques en tête, nous devons nous demander : “Comment réduire, en même temps, la pauvreté et les émissions de carbone?”

Les pays pauvres soutiennent qu'ils n'ont pas à payer le prix de la croissance des pays riches, qui est fondée sur la consommation de combustible fossile. Et ils ont raison.

Les pays riches doivent donner l'exemple. Aujourd'hui, l'OCDE établit des plans pour rénover et remplacer pratiquement toutes leurs infrastructures en centrales électriques. Les décisions prises dans les capitales d'Europe et d'Amérique du nord affecteront les générations à venir. Il est donc essentiel de faire les bons choix, d'investir dans la technologie propre et de s'acheminer vers des stratégies pauvres en carbone.

Plutôt que de considérer les réductions d'émissions comme une obligation coûteuse, qui ne ferait qu'alléger le fardeau du changement climatique, nous devrions également y voir une opportunité de générer des fonds, pour investir dans une filière énergétique différente. Une filière qui ne se contente pas de réduire l'usage de carbone, mais qui diversifie également les sources d'énergie à travers le monde, préserve les forêts de la planète, et permet un changement à long terme, délaissant les combustibles fossiles, dont la quantité est clairement limitée, pour atteindre une exploitation meilleure des énergies renouvelables.

S'acheminer vers une courbe énergétique pauvre en carbone demandera plus que de simples investissements. Cela nécessitera, également, un cadre réglementaire mondial, équitable et à long terme :

- un cadre à l'intérieur duquel les pays riches manifestent leur leadership en soutenant les pays en développement, en échange du bénéfice mondial d'une croissance plus verte et plus intelligente ;
- un cadre offrant la garantie de stimuler la recherche et le développement dans le domaine des technologies de transformation ;
- un cadre, enfin, qui permette aux marchés du carbone de prospérer et d'attirer des flux financiers vers les pays en développement.

Quelle que soit la solution qui s'imposera pour réduire les émissions de carbone, il est clair que nous devons générer des ressources importantes pour soutenir la croissance des pays en développement, tout en réduisant l'impact de cette croissance sur l'environnement.

Le ministre britannique de l'Environnement, M. David Miliband, laissait entendre récemment que les bourses du carbone pourraient générer des ressources de l'ordre de 200 milliards de dollars EU par an, dont la moitié pourrait aller aux pays en développement.

Bien sûr, 100 milliards de dollars EU représentent une somme colossale – supérieure à ce qui est actuellement octroyé par l'Aide publique au développement du fait des institutions bilatérales et multilatérales. Mais réfléchissez un instant : c'est si peu au regard de ce que le monde dépense chaque

année pour les combustibles fossiles – seulement 7 pour cent des 1,5 trillion de dollars EU que nous coûte dans le même intervalle le seul pétrole, sans parler du gaz et du charbon.

Il y a de meilleurs usages pour ces fonds. Plutôt que d'importer des combustibles fossiles, nous pourrions investir dans l'innovation, ce qui nous permettrait de satisfaire nos besoins énergétiques auprès de sources diversifiées, sans nuire à l'environnement.

L'énergie propre ne devrait donc pas être perçue seulement comme un coût mais comme une opportunité d'investir dans un futur différent.

Sous le leadership du Chancelier de l'Échiquier, M. Gordon Brown, lors du Sommet de Gleneagles en Écosse, il y a deux ans, les pays du G8 ont demandé à la Banque mondiale d'établir une feuille de route pour l'accélération des investissements dans le domaine de l'énergie propre pour les pays en voie de développement, ceci en coopération avec les autres institutions financières internationales.

Le Cadre d'investissement dans l'énergie propre identifie ainsi l'ampleur des investissements nécessaires :

- pour augmenter l'accès à l'énergie, particulièrement en Afrique sub-saharienne ;
- pour accélérer la transition vers une économie pauvre en carbone, et
- pour s'adapter à la variabilité et au changement climatique.

Au cours des trois dernières années, le soutien total apporté par le Groupe de la Banque mondiale au secteur énergétique a augmenté jusqu'à atteindre de 3 à 4 milliards de dollars EU par an – ce qui représente une hausse de 40 % si l'on compare ce chiffre avec la précédente période de trois ans. Et l'an dernier, 37 % des prêts étaient orientés vers les initiatives pauvres en carbone.

Mais devant l'immensité de la demande, il faut faire encore davantage pour obtenir un effet de levier sur le financement du secteur privé, tant pour répondre aux besoins que pour stimuler l'innovation.

Laissez-moi donc vous parler, brièvement, des quatre domaines dans lesquels nous soutenons activement des solutions inoffensives pour le climat.

**Premièrement, l'efficacité et les économies d'énergie.** En dépit d'importants efforts de diversification, il est clair que la plupart des pays en développement devront compter en grande partie sur les combustibles à base de carbone dans un futur proche – tout cela dépendant évidemment de l'horizon auquel vous situez ce futur... disons, pour un long moment encore. Nous nous concentrons donc sur les possibilités d'améliorer l'efficacité et les économies d'énergie dans ce contexte inévitable.

En ce qui concerne des économies émergentes plus importantes comme la Chine et l'Inde, lesquelles continuent d'afficher une croissance accélérée, nous travaillons au développement de stratégies communes et nous finançons des plans qui réduisent leur empreinte carbone.

Ainsi, nous élaborons des partenariats avec des banques chinoises, pour emporter l'adhésion du secteur privé local sur l'efficacité énergétique. Pour la première fois, trois acteurs clés de l'économie chinoise – services publics, fournisseurs d'équipements éco-énergétiques, et banques d'affaires – se sont réunis pour créer un nouveau modèle de financement, une solution commerciale, afin de promouvoir cette solution.

Par notre travail d'expertise, nous soutenons également les efforts de la Chine pour restructurer son secteur de chauffage urbain et nous œuvrons, avec l'industrie sidérurgique chinoise, pour économiser l'énergie en repensant les procédés de fabrication.

Nous aidons le Mexique, le Brésil, la Chine, et l'Inde à piloter des modes de transport urbain plus économes.

Nous promovons également les Schémas d'investissement vert, qui lient les revenus des permis d'émission aux investissements « low carbon » en Lettonie, en Ukraine et en Bulgarie, et nous entamons une démarche similaire en Russie. En visitant, à Belgrade, une chaufferie d'hôpital que je ne pourrais qualifier que d'"antique", et qui crachait de la vapeur dans l'environnement hivernal, j'ai pu tirer l'enseignement qu'il existe d'énormes opportunités pour hisser l'Europe centrale et orientale au niveau d'efficacité énergétique déjà atteint en Europe de l'ouest. Et pour tout cela, un solide partenariat avec le secteur privé est particulièrement important.

Pour vous donner un exemple, en tant que partie prenante du Partenariat mondial pour la réduction des gaz torchés, nous aidons les pays producteurs de pétrole et les entreprises à augmenter leur usage de gaz naturel, lequel, sinon, serait torché ou brûlé et aurait, de ce fait, un effet néfaste sur l'environnement.

Ce partenariat a mobilisé 1,7 milliard de dollars EU de capitaux privés, pour des projets de réduction de gaz torchés en Équateur, en Indonésie, au Nigeria et en Russie, projets qui compensent quelque 6 millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub>.

Ce modèle de partenariat pourrait être tout aussi utile et efficace pour la promotion d'autres technologies respectueuses du climat. Face aux très vastes réserves de charbon aux États-Unis, en Chine, et en Inde, des techniques telles que la Gazéification intégrée à un cycle, combinée (GICC) et associée à la Capture et au stockage de carbone (CSC) pourraient nous aider à utiliser des ressources précieuses pour le développement, et à le faire en laissant une moindre empreinte carbone.

Un partenariat public-privé pourrait-il nous aider à accomplir cela ? Nous en présenterons des illustrations pendant cette conférence.

Plus nous augmentons nos efforts, plus nous allons devoir examiner des outils financiers innovants, notamment des cautionnements, pouvant exercer un effet de levier sur le secteur privé et répondre aux besoins spécifiques de nos pays-partenaires.

Aujourd'hui, le Groupe de la Banque mondiale gère environ 2 milliards de dollars EU répartis entre neuf Fonds carbone, sur lesquels 1,4 milliards de dollars EU ont été déjà engagés.

Ces fonds soutiennent des investissements dans le « low-carbon », qui vont de la destruction des gaz industriels au captage du méthane dans les décharges. Ils visent à l'amélioration de la sidérurgie, la cogénération utilisant la bagasse, les énergies renouvelables, le changement de l'affectation des terres et le combat contre la déforestation.

En concertation avec les gouvernements et les participants du secteur privé à ces fonds, la Banque est par ailleurs en train de concevoir de nouveaux fonds de financement du carbone qui achèteraient des réductions d'émissions, au-delà de la période réglementaire du Protocole de Kyoto, et je pense que la décision du Sommet européen, la semaine dernière, devrait renforcer et donner du poids à ces efforts.

Notre **second objectif** est de développer **l'investissement et l'accès aux énergies renouvelables**.

Nous savons qu'il n'existe pas de solution idéale. Mais ici, nous savons aussi que le secteur privé est la clé du progrès et de l'innovation.

Les énergies éolienne, solaire, géothermique, hydroélectrique, et la bioénergie sont autant d'éléments d'une filière énergétique diversifiée. Ces technologies peuvent atteindre des zones où il est difficile de construire et d'entretenir un réseau électrique centralisé.

Nous soutenons l'énergie géothermique au Kenya et la construction de petits ouvrages hydroélectrique dans les zones rurales en Ouganda. Au Népal, nous aidons un programme biogaz qui remplace le bois de chauffage pour la cuisine dans les ménages ruraux, réduisant ainsi la pollution de l'air intérieur et les émissions de carbone.

Nous travaillons à la commercialisation de piles à combustibles dans les régions isolées d'Afrique. Et en Inde, au Kenya, et au Maroc, nous promouvons l'usage de panneaux solaires pour l'électricité.

En Guinée-Bissau, la Banque a un projet qui utilise les coques de noix de cajou pour générer de l'électricité – un projet qui peut soutenir directement l'industrie de la noix de cajou, à l'origine des deux-tiers du PIB de ce petit pays.

En 1992, les énergies renouvelables représentaient seulement 0,1 % de la capacité de production totale de l'Inde. Nous finançons ce pays à hauteur de 108 millions de dollars EU de crédits et en levant 200 millions de dollars EU auprès du secteur privé, pour promouvoir les énergies renouvelables et renforcer les institutions en charge. En 2002, la part de l'énergie renouvelable en Inde avait grimpé à 3 % ; bien que ce soit encore un faible pourcentage, cela représente une multiplication par trente en seulement une décennie.

Au Brésil, j'ai eu la fantastique opportunité de visiter une usine de bioéthanol à l'extérieur de Sao Paulo. Ils produisent là-bas de l'éthanol à grande échelle et avec un rendement exceptionnel. Il n'est pas surprenant que les biocombustibles de toutes sortes soient placés en tête du programme du Président Lula.

Je considère que certains pays en Afrique connaissent une émulation favorable entre le climat, la terre et l'eau, qui y fait de la production de biocombustibles une réelle alternative. Si je conçois, bien évidemment, que ce qui réussit au Brésil peut ne pas marcher ailleurs, cette possibilité-là devrait être vraiment évaluée. Il faudrait aussi examiner les obstacles au commerce international de l'éthanol.

Plus largement, les technologies de seconde génération tiennent leurs promesses et nous sommes impatients de soutenir de solides programmes de R&D.

Le **troisième objectif** des efforts de la Banque mondiale repose sur la **conservation des forêts**. Nous savons qu'environ 20 % des émissions de gaz à effet de serre résultent d'une mauvaise gestion des terres, en particulier de la déforestation. Cette dernière ne menace pas seulement le climat mondial, elle détruit aussi la faune et la flore, et érode les biens naturels des plus démunis.

Ensemble, avec nos partenaires officiels et non-gouvernementaux, nous sommes en train de développer un Fonds pilote Carbone Forêt qui aidera les pays à combattre la déforestation, et sera rémunéré en financement du carbone.

Le fonds pilote proposé préparerait les lieux pour un futur marché du carbone de grande envergure et forgerait l'aptitude des pays à le contrôler et à gérer des rémunérations basées sur la performance, pour éviter la déforestation et améliorer la gestion des ressources naturelles, particulièrement celle de la forêt.

**Quatrièmement**, enfin, dans le domaine de **l'adaptation**, nous travaillons avec les pays partenaires pour les aider à s'adapter à certains impacts négatifs du changement climatique.

Le changement climatique est un problème grave pour les pays pauvres. Les pays en voie de développement, et particulièrement les populations les plus pauvres de ces pays, sont souvent les plus durement frappées par les changements du climat ou par les événements météorologiques extrêmes,

comme les inondations, la sécheresse, les vagues de chaleur ou la hausse des niveaux marins. Ils sont les moins préparés à y faire face. Si vous vivez déjà au bord du gouffre, les catastrophes environnementales peuvent facilement vous faire basculer.

La Banque mondiale a figuré parmi les premiers à agir pour l'adaptation au risque climatique dans les Caraïbes, en Amérique latine, et en Asie du sud. Le mois dernier, nous lançons le Fonds d'assurance pour les risques de catastrophes dans les Caraïbes, avec le soutien d'un fonds fiduciaire multi-donateurs. Le défi est maintenant de reproduire ces expériences plus largement, particulièrement en Afrique subsaharienne, et dans les îles du Pacifique.

Nous discutons aussi avec nos partenaires des moyens de promouvoir un développement durable et résistant à la variabilité climatique – une forme de certification « anti-dérèglement climatique » accompagnant nos investissements dans ce domaine.

À la Banque mondiale, nous reconnaissons que nous devons joindre l'acte à la parole. Notre siège est devenu carbone neutre. Nous pensons aussi qu'il est temps, en coordination avec nos partenaires de développement, d'élaborer un système apte à estimer l'intensité carbone de nos projets.

Je suis rassuré de voir que de nombreuses entreprises privées, tant parmi celles qui assistent à cette conférence que les autres, s'engagent dans la même direction.

Aujourd'hui, nous sommes face à des preuves convaincantes que notre consommation de combustibles fossiles affecte gravement l'environnement, et plus nous retardons l'action, plus coûteuses seront les tentatives pour y remédier. Laisser faire n'est pas une option.

Nous avons l'opportunité de nous acheminer vers une trajectoire de développement ne nuisant pas au climat et d'assurer un futur plus pur et plus stable à nos enfants et petits-enfants.

Si les gouvernements, le secteur privé, et les institutions de développement international travaillent ensemble, nous pourrions transformer en action concrète le consensus mondial sur le changement climatique que nous voyons émerger aujourd'hui.. Nous pourrions financer l'innovation et trouver des solutions.

Et nous pourrions regarder de manière plus confiante en direction d'un futur très différent – un futur où nous n'aurons pas à choisir entre prospérité et environnement sain, parce que les deux seront à notre portée.

Au Groupe de la Banque mondiale, nous sommes impatients de jouer notre rôle, à travers la participation à ce double dividende, pour le monde en développement et pour la sauvegarde de notre environnement mondial.

Merci.